

COLOMBIE-UNION EUROPÉENNE - Le projet d'Accord de libre-échange est remis en cause par l'Espagne

Lionel Mesnard

samedi 6 février 2010, mis en ligne par colaborador@s_extern@s

1^{er} février 2010 - C'est un grand revers pour le président Alvaro Uribe Veléz et sa politique de « sécurité démocratique ». « Nous ne pouvons pas avoir un accord de libre-échange avec un pays qui ne respecte pas les droits humains ». C'est en ces termes que des élu(e)s espagnols jugent et mettent en cause une possible signature de l'accord de libre-échange entre la Colombie et l'Union européenne en discussion depuis deux ans. Il faut souligner que la présidence espagnole de l'Union européenne, par le premier ministre Luis Zapatero a débuté le 1er janvier 2010 [1].

Une délégation de sept parlementaires espagnols s'est rendue en Colombie du 23 au 30 janvier 2010. Ils ont rencontré des fonctionnaires gouvernementaux de la justice et diverses organisations civiles (dont le MOVICE). Deux d'entre eux, Marian Suarez (élue des Baléares, centre droit) et Jordi Pedret (du PSOE, parti socialiste) rendent compte d'un panorama sombre des droits humains en Colombie. L'hebdomadaire *Semana* [2] les a interrogés sur leur perception du pays suite à cette visite. Il en ressort un jugement sévère et « ils ont demandé au final que le gouvernement reconnaisse le conflit armé » [3].

Cette nouvelle est à la fois une bonne nouvelle et une surprise. Mais nous ne pouvons oublier le rôle diplomatique qu'a joué l'Espagne ces dernières années pour l'obtention d'un accord humanitaire concernant le sort des otages civils et politiques aux mains des FARC. Il faut saluer cette initiative et aussi se réjouir des conclusions car elles correspondent à l'attente de nombreux acteurs sociaux et politiques de la paix en Colombie [4]. Pour autant, il reste maintenant aux instances de l'U.E. de mettre un terme définitif aux négociations et de mettre en œuvre des initiatives en faveur d'un cessez-le-feu et pour l'ouverture de négociations avec tous les acteurs de cette guerre : gouvernement colombien, FARC, ELN.

Il est plus que temps que nous prenions conscience en Europe d'un des plus vieux conflits armés dans le monde. Existant depuis 1964, depuis 1991, il n'a fait que s'amplifier. Cette guerre touche régulièrement des personnalités civiles, tout particulièrement ces dernières années des syndicalistes, des journalistes, des militants des droits de l'Homme, des enseignants, des responsables paysans amérindiens ou de communautés afro-colombiennes. Et sans oublier des dizaines de milliers d'anonymes, hommes et femmes, dont il faudra bien un jour que l'on reconnaisse le fait d'avoir été victimes de crimes de guerre et aussi de crimes de contre l'humanité.

Tel pourrait être est l'enjeu d'une paix durable, et les bases d'une réconciliation nationale, à la condition de faire face à une mémoire ou l'État a tout fait ces dernières années pour nier les évidences et les réalités. Un millier de personnes par jour en 2008 sont devenues des réfugiés et sont venues croître les plus de 3 millions de personnes déjà sinistrées, et pour la très grande majorité se trouvant sans aucune aide et dans le dénuement le plus total. Selon une enquête récente cinq millions sept cent mille colombiens vivent en dehors de leur pays sur une population totale de 45 millions (soit plus de 10%). Et l'on remarque une fuite massive des classes moyennes, chaque année par milliers des gens diplômés n'ont que pour ambition que d'aller vivre en paix et en démocratie (rien que pour la France près de 50.000 colombiens y résident, dont de nombreux réfugiés sociaux et politiques).

La Colombie ne devrait plus échapper à un moment donné à une condamnation des plus grandes instances internationales (ONU, UE, TPI, CSI). Semble-t-il, l'étau se resserre. Le Tribunal pénal international est

maintenant en mesure depuis fin 2009 de statuer sur les atrocités commises par tous les acteurs du conflit. Il est à noter, que le nombre en 2009 de « faux positifs », c'est-à-dire de jeunes civils enlevés dans les centres urbains et tués par les forces armées du pays a chuté en flèche, et ne concerne plus que quelques cas ces derniers mois (environ 1500 jeunes hommes assassinés sur les années 2007 et 2008). L'objet caché était de gonfler les statistiques sur le nombre de guérilleros abattus par l'exercice national, et au passage vanter la politique de « sécurité démocratique » du président Uribe et de son vice-président, Juan Manuel Santos.

Notes

[1] « La délégation (...) coïncide avec le semestre pendant lequel le Gouvernement espagnol à en charge, la Présidence du Conseil de l'Union Européenne et la célébration, en mai à Madrid, du Sommet de Chefs d'État de l'Amérique latine et l'Union Européenne. Par cela, elle accorde et donne une place importance pour que les Droits de l'homme en Colombie soient présents dans l'agenda politique espagnol et européen », et le précise dans la déclaration émise par les parlementaires à la fin de sa visite (Semana.com).

[2] Lien en langue espagnole de l'entretien avec les 2 parlementaires espagnols sur Semana.com : <http://www.semana.com/noticias-relaciones-exteriores/no-podemos-tener-tlc-pais-no-respeta-derechos-humanos/134329.aspx>.

[3] Pour télécharger le texte final de la délégation (en castillan) se rendre à : <http://lionel.mesnard.free.fr>.

[4] Pour rappel (février 2009), un texte du sénateur Jorge Enrique Robledo du Parti démocratique et alternatif de Colombie (pour le lire le texte se rendre à : <http://lionel.mesnard.free.fr>).